

29 mars 2013

Union des africains contre la nouvelle forme de colonialisme: Né le nouveau réseau No REDD



Contact: +216 21003908 Nnimmo Bassey nnimmo@eraction.org

Indignées par les accaparements de terres rampantes et le néocolonialisme de REDD (Réduction des émissions dues la déforestation et de la dégradation des forêts), les Africains lors du Forum Social Mondial en Tunisie ont pris la décision historique d'instaurer le Réseau No REDD en Afrique de rejoindre le mouvement mondial contre REDD.

REDD + est un mécanisme de compensation de carbone par lequel les pays industrialisés du Nord utilisent les forêts, l'agriculture, les sols et même de l'eau comme des éponges pour leur pollution au lieu de réduire les émissions de gaz à effet de serre d'origine.

«REDD n'est plus seulement une fausse solution, mais une nouvelle forme de colonialisme», a dénoncé Nnimmo Bassey, lauréat du Prix Nobel Alternatif, directeur exécutif de l'ERA / Les Amis de la Terre Nigeria. «En Afrique, REDD + est en train de devenir une nouvelle forme de colonialisme, la domination économique et un moteur d'accaparement des terres si massives qu'elles peuvent constituer un vol. Nous avons lancé le réseau No REDD en Afrique pour défendre le continent contre le colonialisme du carbone.»

Dans le document-cadre de l'ONU-REDD, l'Organisation des Nations Unies elle-même admet que REDD pourrait entraîner la «lock-up des forêts», «perte de terres» et «nouveaux risques pour les pauvres.»

REDD à l'origine juste compris les forêts, mais sa portée a été élargie pour inclure les sols et l'agriculture. Dans la séance d'hier au Forum social mondial en Tunisie, les membres de la Via Campesina, mouvement mondial des paysans, craignent que les projets REDD en Afrique mettent en péril la sécurité alimentaire et pourraient éventuellement causer la famine.

Une récente étude de Via Campesina sur le projet N'hambita REDD au Mozambique a révélé que des milliers d'agriculteurs ont payé des montants maigres pendant sept ans pour entretien des arbres, mais parce que le contrat est de 99 ans, si l'agriculteur décède, ses enfants et de leurs les enfants doivent s'occuper des arbres gratuitement. "Ceci constitue l'esclavage de carbone", a

dénoncé l'émergent Réseau Non REDD en Afrique . Le projet N'hambita a été célébrée par l'ONU sur le site Web de Rio +20, le Sommet de la Terre tenu à Rio de Janeiro l'année dernière.

Mercia Andrews, Assemblée des femmes rurales de l'Afrique australe a exhorté «Nous, les Africains nous devons aller au-delà du problème REDD à forger un solution.La dernière chose dont l'Afrique a besoin est une nouvelle forme de colonialisme."

Africains en provenance du Nigeria, l'Afrique du Sud, le Mali, le Niger, le Sénégal, le Mozambique, la Tunisie, la République démocratique du Congo, le Kenya et la Tanzanie ont participé au lancement du réseau No REDD en Afrique.

Selon les The New York Times, plus de 22.000 agriculteurs avec des titres fonciers ont été violemment expulsés d'un projet REDD type en Ouganda en 2011 et Friday Mukamperezida, un garçon de huit ans a été tué lorsque sa maison a été brûlé

REDD et les projets de carbone forestier se traduisent par des expulsions massives, la servitude, l'esclavage, les persécutions, les meurtres, et à l'emprisonnement, selon le nouveau Réseau No REDD en Afrique.

"L'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales sur les changements climatiques et contre REDD pour la vie salue la naissance du NO REDD en Afrique. Cela indique une résistance croissante contre REDD dans le monde entier, "Tom Goldtooth, directeur du Indigenous Environmental Network. «Nous savons que REDD pourrait provoquer un génocide et nous sommes ravis que les Africains prennent position pour arrêter ce qui pourrait être la plus forte ponction de terre de tous les temps."